

Lieu	Rochester, New York, États-Unis
Date de la mission	8 au 10 octobre 2024

Contexte

M. Martin-Malus, en sa qualité de commissaire associé de la Commission des Grands Lacs (CGL), a été convié par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) à participer à la réunion annuelle de la CGL qui a eu lieu à Rochester (New York) du 8 au 10 octobre 2024 pour y compléter la délégation du Québec.

M. Martin-Malus appuie notamment la délégation du Québec dans l'épineux dossier du partage des coûts d'une barrière anti-carpes envahissantes, les premières étapes de construction étant tout récemment initiées; le montant total dépassant désormais 1,15 milliard \$ US. De plus, un projet de résolution portant sur la lutte aux espèces aquatiques sera présenté pour discussion et ratification sur place. Le sous-ministériat qu'il dirige a travaillé au cours de la dernière année au sein du comité mandaté pour la rédaction de cette résolution.

Les réunions de la CGL représentent une des rares occasions de discuter avec les autres commissaires et chefs de délégations d'actions s'inscrivant au plan stratégique de la CGL. Pour ces dernières, la CGL peut agir comme catalyseur d'actions entraînant des répercussions à l'échelle régionale et pour lesquelles la CGL peut également consentir elle-même à un financement ou à commettre des ressources humaines conséquents. La CGL joue un rôle central lorsqu'il est question de créer des conditions propices permettant de combiner le financement, la volonté politique et la mise en commun d'expertise / acteurs du milieu permettant d'initier des actions dédiées à la lutte aux espèces aquatiques envahissantes (EAE), à l'adaptation aux changements climatiques et à assurer la qualité de l'eau à l'échelle de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Objectif(s)

Cette mission avait pour but trois objectifs principaux :

1. Représenter le MELCCFP en tant que commissaire associé de la Commission des Grands Lacs (CGL) au sein de la délégation québécoise lors de la réunion semi-annuelle qui a eu lieu à Rochester;
2. Représenter le Gouvernement du Québec, de concert avec la Délégation du Québec à Chicago, au Brandon Road States and Provinces Forum qui a eu lieu en marge de la rencontre semi-annuelle de la CGL;
3. Appuyer le positionnement du Québec sur place lors des discussions précédant le vote d'une résolution de la CGL portant sur des actions destinées à la lutte aux espèces envahissantes.

La présence sur place de M. Martin-Malus permet d'assurer au ministère un relai en temps réel de demandes d'informations pour lesquelles une validation doit être faite, mais pour lesquelles il n'y a pas de délai d'attente. Cela est notamment le cas lorsque le Délégué du Québec à Chicago (Chef de la délégation) doit positionner le gouvernement du Québec lors de prises de paroles ou de rencontres bilatérales sur place.

Similairement, la présence sur place du personnel de la CGL et des diverses délégations est une opportunité unique pour s'enquérir de la progression, ou non, de dossiers selon les

agendas politiques du moment. Le réseautage mis en place par son commissaire associé adjoint depuis 2013, M. Frédéric Lecomte, rend cette tâche d'autant plus efficiente du fait du réseau de contacts établi au fil des ans et par l'historique de la participation active aux rencontres et comités de la CGL. À cet égard, cette participation a permis de rencontrer ces partenaires et de tisser des liens au niveau du sous-ministre adjoint à la biodiversité, à la faune et aux parcs.

Profitant de la présence des principaux acteurs liés au dossier, des discussions portant sur l'état d'avancement de la barrière anti-carpes de *Brandon Road Lock & Dam* (barrière à la dispersion des carpes envahissantes vers les Grands Lacs / Saint-Laurent) ont eu lieu en privé. Le financement de Brandon Road, notamment en lien avec le co-financement de projet n'est pas encore garanti pour la totalité du projet. Dans ce contexte, il est essentiel de suivre ce dossier de près afin d'anticiper toute demande financière de la part de nos partenaires régionaux tout en appuyant les délégations américaines dans la tâche complexe de faire avancer la construction d'un tel projet par l'armée américaine simultanément à la sécurisation d'un montage financier complexe et hautement politisé.

Résultat(s)

Le but de représenter le secteur de la biodiversité, de la faune et des parcs auprès des partenaires et de se réseauter a été atteint. Nos autorités sont d'ailleurs cordialement invitées à rencontrer certaines personnes clés avec lesquelles nous avons eu l'occasion de discuter de la complémentarité de nos mandats respectifs et des gains potentiels advenant une plus grande intégration à leurs groupes de travail.

Dans l'incertitude découlant des élections américaines du 5 novembre (après qu'ait eu lieu la rencontre), il est d'autant plus important de resserrer les liens existants entre les diverses institutions avec lesquelles le Québec collabore.

En ce qui concerne notre rôle en tant que commissaire associé présent sur place, il a été atteint en appuyant la délégation du Québec et en participant activement aux discussions qui ont eu lieu lors des réunions et des activités entourant les rencontres officielles.

Les recommandations du comité interne de révision des résolutions de la CGL ont été présentées et ces dernières ont été acceptées telles que proposées.

Après discussion avec le personnel de la CGL, il semble que les travaux découlant du *Plan résilience aux changements climatiques de la CGL* devraient redémarrer bientôt, une ressource a été récemment engagée à la CGL afin de coordonner le dossier.

Les discussions stratégiques ayant eu lieu lors de la rencontre du *Brandon Road States and Provinces Forum* ont porté sur le démarrage des premiers travaux physiques au site où devrait être implantée la barrière. Il reste encore une multitude d'inconnus et d'importants efforts financiers et humains seront nécessaires afin d'assurer que le projet puisse se réaliser en sa totalité. Le Québec a été chaleureusement remercié par l'Illinois et le Michigan pour son appui tout au long des années pour ce projet qui semble enfin prendre forme.

À la suite de rencontres précédentes entre le commissaire associé adjoint, M. Lecomte, et les administrateurs de la Great Lakes Fishery Commission (GLFC), il fut possible lors de cette mission d'effectuer des rencontres bilatérales entre le sous-ministre adjoint à la biodiversité du MELCCFP et le directeur exécutif de la GLFC sur la pertinence pour les deux organisations d'établir des liens collaboratifs concrets et bénéfiques pour tous.

Plusieurs personnes avec lesquelles notre ministère a développé des liens ont été rencontrées. La liste ci-dessous recense celles avec qui les discussions ont porté sur des collaborations futures ou sur des actions en cours :

Loren Wobig, Director, Office of Water Resources, Illinois Department of Natural Resources. (discussions portant sur Brandon Road Lock & Dam / lutte aux espèces exotiques envahissantes).

Guillaum Dubreuil, Directeur, Affaires gouvernementales et externes au Groupe CSL. (discussions portant sur les actions des armateurs du Saint-Laurent vs. lutte aux espèces exotiques envahissantes).

Chris Aldrich, Special Agent, Law enforcement branch. U.S. Fish and Wildlife Service. (discussions portant sur l'implantation du Protocole d'entente portant sur les activités conjointes régionales d'application des lois).

Rebecca Knoche, Great Lakes Regional Coordinator, NOAA. (discussions sur les travaux à l'échelle régionale portant sur la modélisation et le *remote sensing*).

David Brown, Senior Advisor for External Relations de la GLC. (discussions sur le devenir du *Plan résilience aux changements climatiques de la CGL*).

Mike Piskur, Program Director, Aquatic invasive species program. Conférence des gouverneurs et des premiers ministres des Grands Lacs et du Saint-Laurent. (discussions portant sur le dévoilement de la liste des espèces envahissantes indésirables de la CGPMGLSL lors de la prochaine rencontre d'automne 2025 sur les travaux à Québec et des efforts consentis par le Québec afin de lister les dernières espèces non couvertes par des lois du Québec).

Marc Gaden, Deputy Executive Secretary du Great Lakes Fishery Commission (GLFC). (discussions portant sur la pertinence que le Québec puisse s'associer à la GLFC et sur la marche à suivre afin d'établir des liens collaboratifs).

Heather Stirratt, Director, Great Lakes Regional Office, International Joint Commission / Commission Mixte Internationale. (discussions portant sur la lutte aux espèces aquatiques envahissantes et sur la gestion des niveaux d'eau qui impactent l'habitat du poisson le long du Saint-Laurent).

Composition de la délégation gouvernementale

Du gouvernement du Québec

Frédéric Lecomte, *Commissaire associé adjoint*. Conseiller scientifique à la Direction de l'expertise sur la faune aquatique, Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP).

Edo Jakupovic, *Commissaire associé adjoint*. Conseiller en relations internationales à la Direction des relations internationales et canadiennes, Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP).

Jacob Martin-Malus, *Commissaire associé*. Sous-ministre adjoint à la biodiversité, à la faune et aux parcs, Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP).

Kerith Iverson, *Commissaire associée adjointe*. Attachée aux affaires publiques et gouvernementales à la délégation du Québec à Chicago, ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF).

De l'entreprise privée

Guillaume Dubreuil, *Commissaire associée*. Directeur, Affaires gouvernementales et externes au Groupe CSL.

1. M. Iverson agit en tant que substitut au chef de la délégation, M. Jean-François Hould, Délégué du Québec à Chicago.

Rédigé par : Frédéric Lecomte
Approuvé par : Edo Jakupovic

Date : 14 décembre 2024
Date : 1^{er} avril 2025